

L'ONU et l'UA appellent à l'arrêt immédiat des hostilités au Soudan et en RDC

Agence Anadolu, 08.05.2023 - À l'issue du 11^eme sommet du Mécanisme régional de surveillance de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (CPS) pour la RDC et la région des Grands Lacs, tenu à Bujumbura, capitale économique du Burundi, l'ONU et l'Union africaine (UA) ont appelé, ce samedi, à Bujumbura, la capitale économique du Burundi, les parties prenantes à la crise au Soudan et dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) à mettre fin immédiatement aux hostilités, indique un communiqué final clôturant les travaux du 11^e sommet du Mécanisme régional de surveillance de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (CPS) pour la RDC et la région des Grands Lacs, consulté par le correspondant d'Anadolu.

« Nous exprimons notre profonde préoccupation face à l'escalade de la violence entre les forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide en République du Soudan et appelons à une cessation immédiate des hostilités, à un retour au dialogue, et à une transition politique pacifique », souligne le communiqué lu par Albert Shingiro, ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale. Le sommet a vu la participation d'António Guterres, secrétaire général des Nations Unies, de Moussa Mahamat Faki, président de la Commission de l'Union africaine, de Yoweri Kaguta Museveni, président de l'Ouganda, de Félix Antoine Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo (RDC), de Cyril Ramaphosa, président sud-africain, de Faustin-Archange Touadéra, président de la République centrafricaine, et de l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta et médiateur désigné de la Commission d'Afrique de l'Est en RDC. Le président rwandais, Paul Kagame, s'est fait représenter par son premier ministre Édouard Ngirente de même que Samia Suluhu, présidente de la République-Unie de Tanzanie. Concernant la situation en RDC, les participants au sommet ont salué et encouragé le processus de Nairobi (Kenya) mené par la Communauté internationale de l'Est sous l'égide du président burundais Evariste Ndayishimiye, également président en exercice de l'Afrique de l'Est (CEA). António Guterres, secrétaire général de l'ONU a souligné qu'au-delà du M23 (Mouvement du 23 mars) en novembre 2021, plus de 500 mille personnes ont été forcées de fuir les violences et que la situation dans la province de l'Ituri reste aussi extrêmement préoccupante. « Il est temps que cesse la violence. Je réitère mon appel envers tous les groupes armés : déposez les armes immédiatement et rejoignez les processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration. J'exhorte également les responsables politiques et communautaires à en finir avec les discours de haine et d'incitation à la violence », a déclaré le responsable en chef de l'ONU, d'ajouter que malgré les efforts collectifs, plus d'une centaine de groupes armés congolais et étrangers opèrent aujourd'hui encore en RDC. « La présence de ces groupes armés a entraîné le M23, l'ADF, les FDLR, CODECO, le RED-Tabara et d'autres entraînant des drames humanitaires et des abus graves des droits humains, y compris des violences sexuelles. Elle alimente également la méfiance et les tensions régionales entre pays de la région », a ajouté Guterres. Félix Tshisekedi, président de la RDC et président sortant du Mécanisme régional de surveillance de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (CPS) pour la RDC et la région des Grands Lacs, n'a pas, pour sa part, caché son insatisfaction quant à la situation sécuritaire qui prévaut dans la région des Grands Lacs, dix ans après la signature de cet accord-cadre. « C'est avec une profonde amertume et une grande désolation que nous constatons dix années après l'entrée en vigueur de cet accord, la rupture de ce pacte collectif par un État signataire, j'ai cité la République du Rwanda qui, sous couvert du mouvement terroriste du M23 pourtant défait et qu'il a ressuscité, s'est donné la liberté d'agresser et d'envahir une partie de la province du Nord-Kivu en RDC », a-t-il chargé, notant que le but visé par Kigali n'est autre que l'exploitation illégale des ressources naturelles de son pays. Une accusation que Kigali a toujours niée. Lors de ce sommet, le président congolais Félix Tshisekedi a passé la main au chef de l'État burundais Evariste Ndayishimiye qui s'est engagé à travailler pour que l'est de la RDC puisse recouvrer la paix. Connu aussi sous le nom d'Accord de Abeba, l'Accord-Cadre du CPS, a été signé le 24 février 2013 par le biais d'un cadre négocié par l'Union africaine, l'ONU visant à promouvoir la stabilité en République démocratique du Congo. Il vise à mettre fin aux cycles récurrents de conflits destructeurs dans l'est de la RDC, qui ont un impact sur la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs. L'Accord-Cadre du CPS a également pour objectif de s'attaquer aux causes profondes des conflits dans l'est de la RDC et dans la région des Grands Lacs. L'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie, étaient les premiers signataires de l'accord. Le Kenya et le Soudan ont, par la suite, rejoint l'accord devenant respectivement les 12^e et 13^e signataires de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.